

avec moi, mais il finira par se rendre compte que j'ai certaines lumières sur le sujet. Je constate, d'après un document que j'ai sous la main, que nos importations de Cuba s'établissent à 50 millions de livres par année.

L'on prétend parfois qu'en augmentant nos importations de sucre, nous pourrions élargir les débouchés pour la pomme de terre et le poisson de conserve des Provinces maritimes. Je suis très sympathique à cette partie-là du pays, et je ne voudrais pour rien au monde compromettre ses intérêts. Mais puis-je me permettre de dire aux représentants des Provinces maritimes qu'on les a leurrés sous ce rapport. On a disséminé toute sorte de propagande en vue de semer la confusion dans les esprits de cette population. Dans un article paru dans le *Halifax Herald* du 8 février 1938, M. Ralph P. Bell réduit à néant les arguments de ces propagandistes au sujet des pommes de terre et du poisson de conserve. Je conseille la lecture de cet article aux honorables députés des Provinces maritimes. Ils constateront que tout ce qu'on avance pour prouver que la culture de la betterave à sucre peut nuire à l'écoulement du poisson de conserve et des pommes de terre ne tient pas debout, que c'est pure duperie.

L'hon. M. HANSON: Rien d'autre?

M. BLACKMORE: Si l'on examine tous les faits que j'ai exposés, il semble que d'abord le Gouvernement est en train de rendre le Canada tributaire de l'étranger en ce qui concerne son approvisionnement en sucre.

Deuxièmement, on vend le droit d'aînesse du pays pour moins qu'un plat de lentilles, on compromet son avenir pour un prix aussi vil que les célèbres trente deniers, car tout pays qui doit acheter à l'étranger un produit essentiel est esclave de circonstances extérieures pour se procurer ce produit.

Troisièmement, ceux qui contrôlent nos approvisionnements de sucre, une fois détruite notre industrie de la betterave à sucre, peuvent fixer les prix à leur gré. Leur cupidité sans scrupules fait la loi et force les Canadiens de payer ce prix, comme cela s'est produit après la dernière guerre.

Quatrièmement, le problème du sucre se dresse comme l'une des menaces les plus terribles et les plus imminentes à la liberté économique du Canada.

Le ministre du Travail a promis l'autre jour de faire une déclaration sur le problème du sucre. Il faudra qu'il scrute la question soigneusement car il devra démontrer, premièrement, pourquoi l'industrie canadienne de la betterave à sucre s'est vu imposer des restrictions en temps de guerre. C'est une question qu'il trouvera plus épineuse à mesure qu'il l'approfondira.

[M. Blackmore.]

Deuxièmement, pourquoi le Canada a-t-il employé des devises dont il avait besoin à l'achat de sucre à l'étranger en laissant inutilisé le sucre produit au Canada, à l'heure où l'agriculture est réduite à une situation aussi précaire et où la balance du commerce est contre nous.

Troisièmement: Pourquoi le prix du sucre monte-t-il alors que la canne brute coûte 75c. le quintal à Haïti, Cuba et Saint-Domingue?

Quatrièmement: Pourquoi le gouvernement canadien semble-t-il prêt à vendre le Canada aux profiteurs qui l'ont dépouillé à la fin de la dernière grande guerre?

Cinquièmement: Pourquoi le prix que paye le consommateur dépend-il de la volonté du régisseur du sucre en Grande-Bretagne, quand le Canada pourrait produire deux fois plus de cette denrée qu'il n'en a besoin à un prix de beaucoup inférieur?

Sixièmement: Quand les Etats-Unis mêmes exigent que 55.59 p. 100 du sucre destiné au marché domestique soit produit au pays, pourquoi le Canada se permet-il de réduire cette faible proportion de 12½ p. 100?

Septièmement: Qui a choisi le régisseur actuel du sucre? Qui l'a proposé à ce poste et pourquoi?

Huitièmement: Ne peut-on soupçonner à juste titre certains Canadiens trop puissants de tirer parti des richesses sucrières du pays pour s'enrichir, pour asservir les Canadiens et pour exploiter le peuple?

Le ministre du Travail, le ministre du Commerce, le ministre de l'Agriculture, le ministre des Finances et leurs collègues doivent répondre d'abord à la question suivante: Se proposent-ils de rendre et de maintenir le Canada une démocratie libre et indépendante ou l'unité canadienne qu'ils ont prêchée l'an dernier au cours de la campagne électorale signifie-t-elle l'union avec les Etats-Unis ou d'autres nations? Si leur intention est la dernière que j'ai mentionnée, s'efforcent-ils de rendre cette unification inévitable en réduisant le Canada à l'impuissance économique? S'ils désirent que notre pays soit réellement libre, il faut d'abord qu'ils lui donnent la liberté économique. Pour arriver à cette fin, il est essentiel qu'on s'efforce d'établir au pays une source suffisante de sucre canadien, ce qu'on ne peut faire qu'en développant l'industrie du sucre de betterave.

M. POULIOT: J'ai posé certaines questions au ministre des Munitions et Approvisionnements et je lui serais reconnaissant de bien vouloir me fournir les renseignements que j'ai demandés.

L'hon. M. HOWE: Monsieur le président, les questions posées par mon honorable ami